

# LES PERCEPTIONS AMÉRICAINES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE

PAR

EZRA SULEIMAN (\*)

L'histoire des relations entre les États-Unis et la France est depuis longtemps caractérisée par l'amitié et la tension. D'un côté, la France et les États-Unis se sont toujours retrouvés ensemble lorsqu'il s'est agi de défendre la liberté. Mais par ailleurs il a toujours existé un courant anti-américain dans la société française, et en particulier chez une partie des élites intellectuelles et politiques, de droite et de gauche. Ces élites supportent mal la domination à la fois économique, culturelle et politique des États-Unis. On a bien retrouvé toutes les ambiguïtés françaises dans le récent conflit au Kosovo : la France soutient activement l'action de l'OTAN conduite sous l'égide des États-Unis, mais le pays est agité par des mobilisations et des prises de parole qui soulignent le caractère inacceptable de la dépendance vis à vis des États-Unis et la nécessité de prendre ses distances au nom du rôle historique que la France a toujours joué dans les Balkans. Une fois de plus donc, la France est tout entière avec les États-Unis mais sans y être ou en feignant de subir cette alliance.

Mon propos ici n'est pas de retracer les étapes de cette relation difficile mais de me demander s'il est possible de parvenir un jour à mettre en place des relations normales, pacifiées, plus rationnelles et moins passionnées.

## LES ORIGINES HISTORIQUES DES RÉTICENCES FRANÇAISES

La position dominante des États-Unis agace depuis longtemps en France. Confrontée aux difficultés de la reconstruction après 1944, la France a dû son salut au soutien financier américain. Les Accords Blum-Byrnes qui prévoyaient l'importation de films en provenance des États-Unis en contrepartie d'un appui économique sont considérés comme le point de départ d'une entreprise d'hégémonie culturelle qui s'est poursuivie plus près de nous avec les affrontements autour de l'exception culturelle lors de la négociation des accords du GATT. En fait, l'actualité rapporte assez souvent des exemples de différends ou d'affrontements entre les deux pays. Ainsi, lorsque l'ancien

(\*) Professeur de Sciences politiques, Directeur du Centre d'études européennes, Université de Princeton.

ministre des Finances, D. Strauss-Kahn, décide de rejeter l'offre d'achat de la firme *Orangina* par *Coca-Cola*, il ne fait que prolonger la polémique en utilisant à bon compte des symboles : *Coca-Cola* incarne les États-Unis, tout ce que les Français prétendent ne pas aimer mais dont ils ne parviennent pas à se passer. Rappelons tout de même à ce propos que la France a mis plusieurs années après la Seconde Guerre mondiale pour autoriser l'importation de *Coca-Cola* ...

La subordination de la France aux États-Unis après la Libération se manifestait à trois niveaux différents. Subordination militaire d'abord, du fait de la présence militaire *américaine* en Europe, en France même, de la faiblesse de l'armée française en reconstruction, comme de la « menace » soviétique qui légitimait en quelque sorte cette présence américaine; subordination culturelle ensuite, dans la mesure où c'est des États-Unis que viennent pour l'essentiel, dès la fin des années quarante, les innovations culturelles et consommatrices, auxquelles la France, confrontée à la priorité de sa reconstruction, ne peut faire face; subordination économique enfin, puisque les États-Unis exercent une véritable hégémonie dans ce domaine, influençant directement la modernisation de la France. On peut également ajouter que les États-Unis n'ont pas manqué d'utiliser leur *leadership* pour tenter d'exercer une influence dans la conduite de la politique intérieure de la Quatrième République, qu'il s'agisse de la gestion de la question coloniale ou de celles du Parti communiste et de la CGT.

Ces données mises bout à bout expliquent en grande partie les réticences de la France à l'égard des États-Unis. En fait la France, après la guerre, en particulier sous l'influence des idéaux gaullistes d'indépendance nationale, admet très mal de devoir prendre acte de la nouvelle situation internationale. Celle-ci souligne jour après jour le poids des États-Unis; elle indique *a contrario* les difficultés que la France éprouve pour retrouver son statut de grande nation. Après tout, la France est redevable de sa présence comme membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU au bon vouloir américain. Or il faut bien constater qu'un grand nombre de dirigeants politiques français, soutenus en cela par une sorte d'esprit collectif, n'ont de cesse depuis 1945 de réaffirmer le poids international de la France en marquant le plus souvent possible leurs différences par rapport aux États-Unis. Le combat fut longtemps diplomatique, il est aujourd'hui surtout économique et culturel. Mais les données du problème n'ont pas fondamentalement changé : comme l'écrivait le général de Gaulle dans *Le fil de l'épée*, pour être grand il faut être capable de « *soutenir une grande querelle* », et quoi de plus grand qu'une querelle avec une superpuissance, voire avec la puissance mondiale ?

La France est à l'évidence un cas à part. Elle est depuis 1945 l'allié objectif des États-Unis, et l'a montré concrètement toutes les fois que la situation mondiale a pris un tour délicat, par exemple lors de l'épisode des fusées

soviétiques de Cuba, puis en 1982 avec la querelle des Euromissiles et l'implantation de fusées *Pershing* en Europe, tout récemment avec le conflit du Kosovo. La France appartient également au monde capitaliste et n'a cessé depuis les années cinquante de s'insérer de façon croissante dans l'économie de marché, alors même que les États-Unis en sont le symbole. Mais, parallèlement, elle n'a eu de cesse d'être dans le camp libéral le champion de l'anti-américanisme, de marquer sa différence ou son originalité sur tout ce qui n'est pas essentiel. En cela, les relations franco-américaines sont sans équivalent. Aucun autre pays développé n'entretient avec les États-Unis des relations aussi passionnées, mais aussi fidèles, comme des relations d'amour et de haine mêlées.

### LA VANITÉ DE LA POSITION FRANÇAISE

Cependant, il faut bien convenir que la France n'a pas beaucoup d'importance aux États-Unis. Même si l'élite américaine apprécie et estime la culture française, même si les écoles françaises aux États-Unis sont très courues par la bourgeoisie, la grande masse des Américains se désintéresse absolument de la France. En même temps, les décideurs politiques américains sont obligés de considérer la France comme un cas à part. C'est tout de même le seul pays européen pour lequel le soutien aux opérations politico-militaires américaines ne va pas de soi, en particulier lorsqu'elles mettent en cause l'ancien pré-carré français en Afrique. Tout ce qui concerne l'ordre mondial fait *a priori* problème, un peu comme si les diplomates américains savaient que la France est toujours à la recherche d'une occasion de développer cette grande querelle dont parlait le général de Gaulle. Ce que les Américains acceptent mal en réalité, c'est la tendance de la France à jouer les donneurs de leçons – par exemple lors des derniers développements militaires en Iraq – au nom des grands principes, alors que souvent ses intérêts économiques et marchands sont en jeu. Les Américains, à tort ou à raison, considèrent avoir une sorte de rôle éthique à l'échelle de la planète qui les conduit à sacrifier parfois des intérêts économiques pour assumer leur rôle de gendarme international. Ce qui les agace par dessus tout, c'est de voir la France contester en permanence leurs initiatives sans rien proposer de tangible en remplacement et en profitant de ce rôle de « poil à gratter » pour se positionner sur de nouveaux marchés.

Au total donc, les Américains qui s'intéressent à la France perçoivent les prises de position critiques de la France comme le résultat d'une double volonté d'afficher ou de mettre en scène une politique de grandeur et de maximiser ses positions économiques. Ils voient aussi la main de la France dans certaines actions de l'Union européenne engagées contre des entreprises américaines. Mais cet agacement est tout de même contrebalancé par le fait que, comme l'a écrit Henry Kissinger, la France agit sans avoir le

moindre espoir d'imposer une politique alternative, qu'il s'agisse par exemple de l'Iraq ou de l'OTAN.

#### POUR UNE POLITIQUE DE RAPPROCHEMENT

Sur le registre des représentations ou des images de la France véhiculées aux États-Unis, il faut reconnaître que les Français font assez peu d'efforts en ce sens, si l'on excepte les cinéastes ou les entreprises de luxe. La France devrait pourtant se soucier sérieusement de son image, car une bonne perception est clairement un gage de réussite économique. Son handicap principal est sans doute en l'occurrence l'absence d'une communauté franco-américaine aux États-Unis. En effet, l'existence dans ce pays de communautés liées à des pays d'émigration (Allemagne, Irlande, Italie, Pologne) favorise la qualité des relations et renforce l'image positive des pays en cause aux yeux des Américains. À l'inverse, lorsque Jacques Chirac se rend aux États-Unis, l'accueil se limite aux seuls officiels, sans contacts directs avec la population, alors que beaucoup de ses homologues européens bénéficient de réceptions organisées par des associations d'immigrants, qui sont aussi des *lobbies* électoraux. seul Alain Juppé, lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, avait compris combien il était important de mieux « vendre » la France aux élus et au grand public américains. Nous avons travaillé avec lui à la mise en place de structures destinées précisément à promouvoir les intérêts et l'image de la France outre-Atlantique. La nomination d'Alain Juppé à Matignon en 1995 a mis fin à l'entreprise, et on ne peut que le regretter.

En conclusion, il faut dire un mot des effets attendus pour la France de son intégration sans cesse plus poussée dans l'Union européenne. Il semble que le fait de jouer le jeu de la construction européenne limite la tentation française de vouloir toujours défendre sa propre partition. L'Europe est certes loin de disposer d'une politique étrangère commune, mais il est déjà évident que la France ne peut plus comme le passé mener comme elle le souhaite ses grandes querelles avec les États-Unis. Hubert Védrine a implicitement illustré cette évolution en indiquant que la France souhaite que l'Europe devienne une vraie puissance diplomatique et en laissant entendre que la France serait appelée à être plus puissante dans cette Europe nouvelle. La question qu'il faut se poser maintenant est de savoir si les États-Unis éprouveront plus de difficultés avec une Europe parlant d'une seule voix qu'avec une France qui cherche partout et toujours à se distinguer. La réalisation de l'Europe politique et diplomatique ne manquera pas de faire évoluer le statut des États-Unis. Jusque-là indispensables, ils ne seront sans doute plus que nécessaires.